

(Seul le prononcé fait foi)

Cher François que nous sommes si heureux de retrouver après l'épreuve de la maladie,
Chers amis chers camarades,

Il y a un an nous étions dans cette salle quelques semaines après une défaite historique.

Nous étions là par amitié, par habitude, sans doute aussi pour nous rassurer en démontrant par notre présence à La Rochelle qu'il est des rites immuables.

Nous étions tellement sonnés que nous en avons même oublié de nous diviser... un an plus tard, à la lecture des journaux, je nous retrouve, vivants !

En 2017 nous avons été fracturés. Notre existence même était devenue incertaine. Aujourd'hui nous avons redressé la tête et nous sommes toujours là. Grâce à vous, les élus, nous sommes une force d'alternative, vous montrez chaque jour dans vos territoires qu'un autre chemin est possible, que nous n'avons pas perdu notre force créative.

En 2017, la recomposition a surtout créé la confusion. Après avoir dû voter pour un autre afin de faire barrage au Front National, notre identité était devenue floue. Depuis notre congrès, nous avons engagé notre renaissance. Parce que nous avons été sévèrement battus nous devons changer, produire une nouvelle synthèse, construire un nouveau projet, et d'abord changer nos comportements, prendre conscience que nous réussirons ou que nous disparaîtrons ensemble.

En 2017, certains s'interrogeaient sur notre positionnement, étions-nous dans l'opposition, dans l'opposition constructive, dans le dialogue exigeant, que sais-je encore ? Aujourd'hui, il est devenu clair pour les français que nous sommes dans l'opposition, dans une opposition résolue et déterminée, parce que le pouvoir s'est dévoilé dans ses actes et que son visage n'est pas celui de la gauche, pas celui du socialisme, pas celui de l'humanisme.

Il n'a rien de commun avec nos valeurs, nos idées, nos combats.

En 2017, le nouveau Président devait mener une « *révolution* » et faire entrer la France dans un « *nouveau monde* ». Ce projet répondait à une demande et il a levé une espérance dans le pays. Mais cette espérance a été trahie.

Le fait politique majeur de cette année c'est la trahison par le Président élu, des termes du contrat démocratique noué lors de la présidentielle.

Elu pour faire barrage au populisme, il devait être un rempart. Il est devenu une passerelle : antiparlementarisme, défiance vis-à-vis des corps intermédiaires, pouvoir personnel, recul sur le droit d'asile...

Le président a trahi le candidat en abandonnant toute dimension progressiste. Un an après, ce qui devait être un OPNI a été clairement identifié. Le « *nouveau monde* » se révèle être un mélange de conformisme technocratique et de libéralisme a-démocratique.

Rien ne l'y a contraint, ni crise économique, ni circonstances exceptionnelles, c'est son choix.

Cette trahison nous donne une responsabilité et une légitimité. Le drapeau du progrès, le drapeau de la République sociale ne nous a pas été repris sur le champ de bataille. Le rôle

historique nous revient de nouveau. Le progressisme est orphelin, les français ont besoin du retour d'une gauche qui agit, les français ont besoin de notre renaissance.

Quel est notre message en cette rentrée :

- Avec les affaires Benalla et Kohler, le dernier masque est tombé, celui de l'exemplarité. Emmanuel Macron n'est pas seulement le Président des riches, il est aussi le Président d'un clan, prêt y compris à faire mentir l'Etat.

Les Français l'ont élu en espérant que sa frénésie de pouvoir serait mise au service du pays, pas pour que son autorité serve son clan et son camp. Cette trahison du contrat passé avec les Français nous oblige.

- Un an après notre terrible défaite nous sommes là, notre renaissance est engagée, nous avons repris notre rang au sein des grandes forces d'opposition, et nous allons marteler nos propres propositions comme autant d'alternatives. Oui la gauche et les socialistes sont bien de retour !

Si nous avons retrouvé ce rôle c'est grâce à l'action conjointe des élus et du parti.

Ensemble nous avons organisé la résistance face aux réformes libérales. Votre action dans les territoires a été essentielle pour défendre les solidarités et soutenir le monde associatif.

Ensemble nous avons porté haut les valeurs de la France, pour exiger par exemple l'accueil des réfugiés de l'Aquarius. Et je salue avec vous le courage des positions prises par Martine Aubry à Lille, Carole Delga en Occitanie, Anne Hidalgo à Paris, Johanna Rolland à Nantes et tant d'autres, l'énumération serait trop longue.

Ensemble nous avons rendu toute sa noblesse à l'action du Parlement qui s'est dressé face à l'exécutif, au moment même où le président voulait l'affaiblir, pour réclamer la vérité dans l'affaire Benalla. Et les socialistes ont joué un rôle majeur dans ce combat et je voudrais vous demander de saluer nos députés qui autour de Valérie Rabault ont porté une motion de censure de gauche, et nos sénateurs qui autour de Patrick Kanner et de Jean-Pierre Sueur ont contribué à faire du Sénat la voix de l'exigence démocratique.

Merci à tous pour ces combats. Nous n'en avons pas fini !

Certains continuent d'appeler à une inflexion sociale. Mais même l'écho ne leur répond plus. Depuis le discours solennel de Versailles chacun sait qu'il n'y aura aucun rééquilibrage. Ni demain. Ni jamais. Le discours présidentiel n'est complexe que parce qu'il emprunte ses mots à la gauche - « Société de l'émancipation », « état providence du 21ème siècle » - pour mener une politique de droite !

Pour Emmanuel Macron, l'égalité se résume à l'égalité d'accès au marché. Chaque individu doit pouvoir y contribuer par ses talents. Ensuite c'est le marché qui sélectionne et récompense les mérites de chacun. Les inégalités de revenus ne sont plus un sujet. Seules comptent les "*inégalités de destin*". Chacun doit avoir sa chance par la formation, mais ensuite chacun doit accepter le marché pour seul juge. Le Macronisme est une société à responsabilité où l'Etat limite son intervention aux premiers âges de la vie.

Pour Emmanuel Macron, la lutte contre les inégalités ne passe plus par la redistribution des richesses produites. Chacun est "responsable" de son destin, donc de son chômage, de sa pauvreté, de son statut, dès lors que l'Etat a garanti des conditions de départ équitables. C'est la justification de la réforme de l'assurance chômage qui mettra chaque chômeur devant sa "responsabilité". Le rôle de l'Etat se limite à fluidifier le marché et à assurer un filet minimal de sécurité pour éviter tout risque d'explosion sociale.

Le modèle Français n'est pas le sien. Il voit dans les décennies passées une suite d'échecs. La solidarité, la redistribution, la lutte contre les inégalités, ne sont pas son affaire.

Pour Emmanuel Macron, la vision c'est le marché jusqu'au bout. Pour nous depuis Jaurès, c'est "la République jusqu'au bout". Deux visions du monde. Deux regards sur l'Humanité. Pour nous, le Capital c'est l'Humain.

Alors oui chers amis, chers camarades, cette rentrée va être celle d'une force d'opposition, déterminée, offensive. Et les combats vont être nombreux.

Budgétaire évidemment.

Le président nous dit : « *Pour partager le gâteau, il faut qu'il y ait un gâteau* ». Mais sa politique fiscale a coupé les moteurs de la croissance. La consommation des ménages a chuté dès lors que le choix a été fait de leur faire payer à eux, les 45 à 50 milliards de cadeaux fiscaux faits à quelques-uns !

Et comment chacun pourrait-il disposer de sa juste part quand les outils de la répartition sont abandonnés? Les services publics, la fiscalité et même les politiques sociales !

Tout l'argumentaire présidentiel reposait sur un maître mot : l'efficacité.

Mais elle est où l'efficacité quand la croissance est trois fois inférieure à celle que nous connaissions à la fin du quinquennat précédent ? Que la création nette d'emplois dans le secteur privé s'est réduite de moitié ? Que l'investissement des entreprises a lui-même baissé de 50% ?

Elle est où l'efficacité quand les dividendes atteignent des niveaux inédits mais qu'on renonce à les taxer au même niveau que le travail ? et que c'est sur les politiques sociales que l'on s'apprête à rogner parce qu'elles coûteraient « *un pognon de dingue* » ! J'ai eu honte qu'un président Français puisse dire à Versailles : "*Quelle gloire peut-on tirer de politiques sociales qui ont condamné à la pauvreté un enfant sur cinq?*" Le macronisme est un syllogisme : les politiques sociales n'ont pas supprimé la pauvreté et bien supprimons les politiques sociales !

Et c'est dans le creux de l'été qu'a été adressée une directive sur l'organisation territoriale des services publics. Et que dit-elle? Que l'efficacité, c'est une prime d'intéressement pour les préfets qui réduiront les services publics ! L'efficacité c'est – vous ne rêvez pas - de proposer aux serviteurs de l'Etat une prime pour affaiblir l'Etat ! L'efficacité c'est au contraire d'utiliser les marges de manœuvre pour renforcer nos services publics, donner les moyens aux médecins, aux infirmières, aux aides soignantes d'exercer leur métier dans les hôpitaux et les EHPAD...

L'efficacité c'est de lutter contre le pire des gâchis, le gaspillage humain ! L'efficacité c'est d'accompagner les familles qui ne s'en sortent plus, l'efficacité c'est de mettre les moyens pour que l'enseignement supérieur ne soit plus une loterie mais un tremplin pour tous nos étudiants, l'efficacité c'est d'aider les locataires à se loger plutôt que de raboter les APL, l'efficacité c'est de maintenir les emplois aidés dans les associations qui assurent le lien social et qui remettent le pied à l'étrier aux publics les plus éloignés de l'emploi...

Nous proposerons à nouveau à l'automne, comme nous l'avions fait dès 2017 avec Valérie Rabault, un contre-budget qui reviendra sur les cadeaux superflus aux super-riches pour au contraire ouvrir une nouvelle étape dans la lutte contre les inégalités et notamment les inégalités entre territoires.

C'est aussi à la **retraite** que le gouvernement s'apprête à toucher. Le pire est à craindre. Dans une série de déclarations contradictoires, les pensions de réversion ont été supprimées, puis rétablies pour les seules femmes n'ayant pas travaillé, et le président lui-même s'est engagé à ne pas toucher aux pensions existantes mais sans garantie pour l'avenir...

Nous défendrons un système solidaire, par répartition, nous refuserons le basculement vers toute logique assurantielle. Nous défendrons la prise en considération de la pénibilité, les espérances de vie réduites. Nous refuserons toute logique qui conduirait à individualiser le rapport de chacun à sa retraite avec la volonté de casser toute possibilité de revendication collective.

Le combat social et le combat économique vont de pair. Face à la loi PACTE, nous proposerons de nouvelles règles de **gouvernance des entreprises**. Dans les conseils d'administration le travail doit être reconnu à parité avec le capital. La stratégie des entreprises ne peut plus dépendre de la seule volonté d'actionnaires qui sont le plus souvent totalement étrangers à la vie des sociétés et qui cherchent simplement une rentabilité. Nous voulons la codétermination pour que soit respectée une vision qui replace le travail, les travailleurs au cœur de la décision.

Notre combat sera aussi **environnemental**.

Tout nous alerte et la France devrait donner la priorité à l'économie circulaire, décarbonée, adresser des signes clairs au marché en mettant le paquet sur les énergies renouvelables, faire le choix du ferroviaire, respecter sa parole sur le réchauffement climatique, lier enjeux environnementaux et enjeux sanitaires. C'est une vraie révolution des modes de production qu'il faut atteindre. Impliquant une transition vers l'agro écologie. Garantissant une alimentation de qualité, dans le respect de la planète et un niveau de vie digne à nos agriculteurs qui luttent contre la concurrence à bas coût.

Au lieu de quoi :

Le gouvernement se félicite d'une condamnation de Monsanto mais renonce à ses propres engagements sur le glyphosate et rejette notre proposition d'indemniser ses victimes?

Le gouvernement entend faire une planète «great again » mais autorise Total à importer 300 000 tonnes par an d'huile de palme.

Le gouvernement nous parle de développement durable mais repousse à plus tard le rééquilibrage du mix énergétique.

Le gouvernement tire des larmes de crocodile le « jour du dépassement » parce que la planète a déjà consommé ses ressources de l'année, mais met en œuvre par anticipation le traité de libre-échange CETA...

C'est ce même gouvernement qui vient de refuser notre proposition de placer au rang de principe constitutionnel la défense des biens communs face aux multinationales !

Le combat sera aussi **institutionnel**. Je préfère dire démocratique. Nos institutions doivent évoluer. Mais pas comme le pouvoir actuel nous le suggère en concentrant davantage de prérogatives dans les mains d'un seul et en affaiblissant le Parlement.

Avec Emmanuel Macron, la démocratie se cantonne à la désignation des gouvernants. Les syndicats, les associations, les ONG, les élus locaux et nationaux, les citoyens, tous ceux qui peuvent apparaître comme une force alternative, un contre-pouvoir, sont tenus en lisière.

Ce n'est pas notre conception de la République.

La République ce n'est pas l'Empire. La souveraineté populaire ce n'est pas le règne d'un seul. Nous croyons à la confrontation, au dialogue, à la participation. Nous voulons faire de chaque Français, non pas un sujet, pas davantage un simple consommateur, mais un citoyen. L'objectif ce n'est pas l'Olympe pour quelques-uns mais l'agora où chacun prend part à la définition des choix collectifs.

Obliger annuellement le gouvernement à solliciter la confiance du Parlement sur son programme, ouvrir un droit d'amendement citoyen, limiter les outils du parlementarisme rationalisé, définir les principes de rangs constitutionnels qui nous permettent de protéger les biens communs, il y a là de quoi faire avancer la démocratie !

Le combat portera également sur les **politiques migratoires**. Combien faudra-t-il encore d'Aquarius pour que cessent ces trocs ponctuels ? Le temps est venu pour que la France tienne un discours de vérité sur ces mouvements de population qui ne visent pas principalement l'Europe. Nous sommes très loin de toute submersion. Mais nous devons prendre notre part. C'est-à-dire remettre à plat les accords de Dublin qui font peser principalement sur quelques pays l'accueil des réfugiés. Ouvrir une liste de ports et éviter ces images désastreuses de pays qui se renvoient les navires. Décider ensemble d'une répartition équitable entre Etats membres.

Bien sûr, nous devons établir une distinction entre réfugiés relevant du droit d'asile et migrants économiques, mais cette distinction ne peut tenir qu'à la condition de renforcer l'aide au développement et de mener une lutte efficace contre le réchauffement climatique.

C'est cette approche globale qui manque cruellement et qui fait le jeu de ceux qui utilisent le désordre actuel pour proposer un ordre qui contredit nos valeurs et nos principes.

Puisque le gouvernement semble incapable de s'emparer de ces enjeux dans la fidélité aux valeurs de la République c'est à nous d'agir, à nous la gauche, à vous, les élus de la République française. J'ai déjà eu l'occasion au début de mon intervention de saluer les actions emblématiques de grandes métropoles, je connais aussi les solidarités du quotidien qui se manifestent dans tant de villes et de communes. Puisqu'il revient aux collectivités, et

d'abord aux villes, d'assumer des responsabilités que l'Etat ne prend pas, faisons-le tous ensemble, solidaires, avec les autres élus de gauche. Je propose aujourd'hui qu'à l'initiative du Parti Socialiste et de la FNESER, nous propositions à tous les élus de gauche, et plus largement à tous les élus humanistes et progressistes, un engagement commun pour l'accueil et l'accompagnement des réfugiés. Il permettra de répartir l'effort d'accueil et d'organiser à l'initiative des territoires, la solidarité nationale, que l'Etat a abdiqué.

Notre agenda politique ne se limite pas à cette rentrée politique en France.

Notre agenda il a été fixé par le congrès du Parti Socialiste : engager et accélérer la renaissance, lancer et conduire nos chantiers pour demain disposer d'un nouveau projet, transformer notre parti en lui donnant de nouveaux statuts et une nouvelle vie collective, ouvrir les portes et les fenêtres, redevenir le parti de l'espérance, le parti face à la montée des populismes et des nouvelles inégalités, le parti d'un nouveau projet humaniste et de progrès partagé.

Ce chemin de la renaissance a largement rassemblé les militants et les élus lors de notre congrès. De nouvelles équipes se sont constituées, de nouveaux visages sont apparus. De nouvelles actions sont engagées, notre plateforme « la ruche socialiste » a été ouverte. Cette démarche de renaissance est ouverte à tous, je dialogue avec les responsables des autres sensibilités et mon rôle est de nous faire, de vous faire, tous travailler ensemble. Ce n'est pas toujours le plus facile, je suis patient, parfois trop, on me le reproche, mais je sais où je vais. Avec la nouvelle direction nous avons un mandat pour trois ans, et notre programme d'action a été adopté par le Conseil national il y a 3 mois. Nous avons à l'issue de ces trois ans, trois objectifs clairs : retrouver une crédibilité collective, reconstruire un projet d'alternative pour le pays, redevenir le principal parti de gauche à l'issue du cycle électoral des élections territoriales. Avec cette équipe, avec vous, je suis sur ce chemin, notre chemin. Mon agenda ne sera ni celui des médias ni celui des grognons, ce sera l'agenda fixé par les militants du Parti Socialiste.

J'aurai l'occasion de revenir sur l'ensemble de ces chantiers de la renaissance lors de l'inauguration de notre nouveau siège, à Ivry. Ce rendez-vous sera une fête, une étape de la renaissance, et un moment fort de travail et de réflexion collective avec une université des militants qui se tiendra tout au long des week-ends qui suivront notre installation.

Le cycle d'Epinay est terminé, l'époque Solférino, dont nous sommes fiers, avec ses grands moments est derrière nous. Dans ce nouveau lieu nous allons inventer ensemble un nouveau parti socialiste, nous allons engager une nouvelle histoire collective.

L'agenda de la renaissance, ce sera aussi mener à bien notre travail sur le bilan de nos années de pouvoir.

J'ai reçu mandat des militants pour mener ce travail et il sera publié en novembre conjointement au travail de la fondation Jean Jaurès. Ce bilan est un bilan collectif, c'est le bilan de nos années de pouvoir, il plonge ses racines dans une histoire plus longue et s'inscrit dans le contexte de crise du socialisme et de la sociale-démocratie en Europe. Et après une élection où aucun candidat de gauche ne figurait au second tour de l'élection présidentielle.

Sans bilan sincère qui croira que nous avons compris les raisons de notre défaite ? Sans bilan sincère il n'est pas de renaissance possible.

François Hollande a – légitimement - sa lecture des cinq années écoulées. C'est sa contribution à l'inventaire. Je n'en partage pas tous les termes. Je crois nécessaire la réhabilitation de notre bilan, de rappeler le contexte national, européen, international, d'en finir avec une certaine forme d'anachronisme, mais je crois aussi nécessaire la reconnaissance de nos erreurs et de nos manques. Quoique l'on puisse penser de la campagne du candidat désigné par nos primaires, le séisme a atteint une telle magnitude que rien ne serait pire que de considérer qu'il s'agissait d'un simple accident de parcours.

Dans l'interprétation de notre défaite, il y a matière à un débat posé, sans caricatures et sans œillères. Si nous savons le conduire sans postures, il nous vaudra l'estime de tous.

Évitons nous les faux débats. François Hollande est à la fois celui qui nous a conduit à la victoire en 2012, et un acteur de notre présent ; Il joue un rôle important dans le dévoilement de l'imposture macroniste, il contribue au réveil du peuple de gauche, et cette contribution est précieuse. Il a choisi de redevenir un militant du Parti socialiste. Le compter aujourd'hui dans nos rangs doit être pour nous tous une fierté. Mais le plus sage est de ne pas chercher à l'instrumentaliser pour exister. Je le sais trop averti et trop fin, pour ne rien exclure mais aussi pour ne rien préjuger. Et mon devoir comme chef de parti, notre devoir comme militants socialistes, c'est de nous poser la question de notre renaissance indépendamment de celle ou celui qui nous représentera le moment venu.

Dans cet agenda de la renaissance figurent aussi les élections européennes. Mi-septembre, sur la base du travail conduit par Christine Revault d'Alonnes, Emmanuel Maurel, Clotilde Walter et Boris Vallaud, le bureau national arrêtera le texte qui sera ensuite débattu dans nos fédérations et soumis au vote des militants et des sympathisants sur notre plateforme. Le 13 octobre nous aurons notre projet. Le 7 et le 8 décembre le PSE adoptera notre plateforme européenne.

Et au cours de cette période nous choisirons une tête de liste et une liste. Avant la fin du mois de septembre le bureau national en proposera les modalités d'élaboration au Conseil National qui se tiendra le 13 octobre. Les élections européennes auront lieu le 26 mai 2019 dans 9 mois. Les français se moquent aujourd'hui de savoir qui seront les têtes de listes des grandes formations politiques et la majorité d'entre elles n'en ont d'ailleurs pas.

Par contre ils veulent savoir comment l'Europe peut servir à la construction de l'avenir dans un monde menaçant, marqué par de profonds bouleversements, par la toute-puissance des nouveaux monopoles du numérique et par la brutalité des effets du changement climatique. Et c'est d'abord cela qui doit nous intéresser.

Cette étape sera difficile.

Emmanuel Macron va chercher à résumer cette échéance à un débat entre « pro » et « anti » européens. Soit très exactement ce qu'attendent les nationalistes, les populistes, trop heureux de se poser comme seule alternative à la politique libérale de l'Union.

Si la construction européenne est une pensée unique alors la voie du chaos devient une option.

Le choix que nous devons ouvrir à nos concitoyens, ce n'est pas pour ou contre l'Union européenne, mais la possibilité de construire l'Europe autrement.

Souhaitons-nous une Europe qui dérégule nos sociétés ou qui en renforce les protections ? Qui protège nos droits, ou qui en réduise la portée ? Nous, nous voulons une Europe qui défend ses valeurs et aussi ses intérêts dans le monde de Trump, de Poutine, d'Erdogan, où le rapport de force prévaut sur le multilatéralisme, où le réveil des empires, des nationalismes, des césarismes, ne peut se faire qu'au prix de l'endormissement des démocraties .

Etouffer ce débat, c'est nourrir la défiance envers l'Europe et dérouler un tapis rouge à Salvini, Le Pen et leurs amis.

Face aux populistes, face à la droite libérale, l'Europe a besoin de l'affirmation d'une gauche socialiste et sociale-démocrate, écologiste et progressiste. Il ne sera pas possible de la réunir au sein d'une seule liste, le mode de scrutin et la situation politique le rendent illusoire, on peut le regretter, mais cette réalité s'impose.

Pour autant la gauche européenne, et donc la gauche française, doit montrer qu'elle peut se donner des combats communs si elle veut voir se lever une espérance de changement.

Ce que nous avons fait en juillet sur la question démocratique, nous devons pouvoir le reproduire sur des sujets d'intérêt général.

J'ai il y a quelques minutes évoqué l'initiative que nous devons prendre sur l'accueil des réfugiés. Je veux donner deux autres exemples :

Sur le glyphosate, nous avons été les premiers à demander une commission d'enquête au Parlement européen et c'est aujourd'hui notre camarade Eric Andrieu dont je salue la persévérance et l'obstination, qui la préside aujourd'hui. Nous pourrions chercher à en tirer gloire pour nous-mêmes. Ce n'est pas notre état d'esprit.

Sur un sujet comme celui-là qui engage la santé de nos concitoyens, je propose que nous unissions nos voix et nos forces pour obtenir du gouvernement qu'il suspende l'autorisation des produits à base de glyphosate afin de protéger les femmes enceintes, les nourrissons, les 68 millions de consommateurs français.

Je suggère un second combat commun, faire de l'égalité entre femmes et hommes en Europe un combat emblématique de toute la gauche.

Je lance aujourd'hui un appel aux forces politiques et syndicales progressistes pour avancer dans cette bataille essentielle.

Commençons par les avancées sociales de la directive « work life balance » auxquelles s'oppose Emmanuel Macron. Cette directive garantit pour l'ensemble des européens, des droits nouveaux sur le congé de paternité, le congé parental et le congé des aidants. Continuons par un droit à l'IVG universel en Europe déjà voté par le Parlement européen

mais bloqué par le Conseil, ce combat porté par le mouvement féministe et mis en avant récemment par Julien Dray. Voilà le visage de l'Europe à laquelle nous croyons. Celle qui harmonise de nouveaux droits, qui favorise l'Égalité entre les femmes et les hommes et permet de préserver la vie privée. Je proposerai dans les prochains jours une initiative ouverte à l'ensemble de ces forces de gauche afin de mener campagne et obtenir que le Gouvernement d'Edouard Philippe revienne sur sa position. L'Europe sociale n'est pas un mythe mais un combat à mener.

Je ne peux achever mon propos sans évoquer les élections municipales, et plus largement la préparation des élections locales de 2020 et 2021.

Je l'ai souvent dit il y a un Parti socialiste malade, rue de Solférino et un autre qui continue d'aligner les succès dans les élections partielles. Et pas seulement en Haute Garonne ! Ce parti c'est celui des territoires. Ceux où l'innovation continue d'être la règle. Et je salue le travail des 14 départements qui sous la direction de Jean-Luc Gleize président du département de la Gironde, expérimente le revenu de base. Connaître le réel, le comprendre, chercher à l'améliorer, elle est là notre marque de fabrique. **Et c'est pour cela que l'échéance probatoire de notre renaissance sera d'abord celle des municipales.**

Notre message doit être clair, il s'agit de lancer par les territoires un mouvement de renaissance de la gauche, il s'agit de faire de chaque territoire un laboratoire de l'alternative, il s'agit d'inventer de nouvelles solidarités, de nouveaux services publics, d'accélérer la transition écologique, de donner un nouvel élan à l'émancipation par la culture et l'éducation. Oui il s'agit d'inventer l'avenir dans les territoires, de s'appuyer sur cette réserve inépuisable d'engagement citoyen et de créativité, de nourrir notre renaissance par notre action locale. Une renaissance dans l'action, une renaissance par la preuve. Qu'est-ce qui est le plus crédible, les déclarations d'intention ou de dire que Dijon est une ville zéro pesticides depuis un mandat ?

Il ne s'agira pas seulement de faire gagner le Parti Socialiste, il s'agira de faire gagner la gauche, une gauche citoyenne, une coalition des progressistes. Parce que nous sommes la première force locale à gauche, il nous revient d'engager ce mouvement et de faire des territoires aussi les creusets d'une renaissance citoyenne.

Ce rendez-vous des élections municipales de 2020 est capital. C'est pourquoi il doit se préparer dès maintenant. Nous devons prendre en compte chaque réalité locale, notamment pour les calendriers de désignations, et respecter l'autonomie de nos premiers secrétaires fédéraux et élus qui connaissent leur terrain.

Mais nous devons aussi construire une démarche collective, construire une cohérence politique, partager des lignes forces qui donnent corps à la construction d'une alternative dans nos villes.

Je vous propose donc d'élaborer ensemble une charte commune à nos candidats et à ceux qui solliciteront notre soutien. Le parti jouera son rôle, Sarah Proust est notre secrétaire nationale à la reconquête des territoires épaulée par Pierre Juvet et Sébastien Vincini qui animent le réseau des fédérations. Mais c'est d'abord à vous, les élus, de vous impliquer pour construire cette charte. J'ai donc demandé à André Laignel, 1er vice-président de l'AMF, et à Sarah Proust de prendre tous les contacts, en lien étroit avec François Rebsamen,

pour constituer le collectif d'élus qui pilotera l'élaboration de cette charte. Le parti dégagera des moyens et offrira un véritable service d'appuis aux candidat-e-s en partenariat avec les fédérations.

Et dans un an, à La Rochelle, nous aurons à nouveau une université de tous les militants. Et c'est ici que nous lancerons notre campagne des municipales !

Chers camarades,
En politique rien n'est jamais définitif.

Il n'y a pas de victoires définitives. C'est ce que les sociaux démocrates avaient fini par oublier. Nous étions persuadés que nos concitoyens n'accepteraient jamais de revenir sur les droits acquis. Que la marche vers le progrès humain était irréversible sur notre continent. Nous avons pensé que le débat se limiterait à la nécessaire contagion de notre modèle au-delà de nos frontières. Et nous n'avons pas vu venir d'autres fractures. Nous n'avons pas vu que nos lignes s'étiraient sur notre droite, sur notre gauche et que bientôt nous serions transpercés.

Nous avons perdu le goût de la conquête. Nous nous sommes repliés sur nous-mêmes. Nous avons préféré les batailles d'appareil aux guerres culturelles, les complots aux combats, les intrigues à l'Histoire. Et nous sommes entrés dans le temps de la défaite.

Mais **il n'y a pas de défaites définitives non plus.** La politique c'est le rocher de Sisyphe. Chaque fois que nous saurons répondre à ces deux impératifs humains que sont le besoin d'être ensemble et d'écrire un avenir pour tous, notre rocher culminera. Chaque fois que nous nous écarterons des Français par de vaines querelles, notre rocher dévalera la pente.

C'est ce que j'ai appris de nos victoires et compris de nos défaites.

Tirer les leçons, refuser la résignation, surprendre à nouveau, c'est maintenant notre feuille de route.

Nous renouveler dans la fidélité à celles et ceux qui nous ont précédé, c'est maintenant notre devoir.

Rien n'a jamais été donné à la gauche. Ce qui a été gagné a été conquis. Nos aînés avaient le courage de ceux qui mènent le combat juste. Ils savaient qu'ils portaient quelque chose en eux qui ne peut être vaincu.

C'est cette force-là, celle des valeurs que l'on défend sans complexe, des causes communes que l'on porte sans chercher à en tirer un bénéfice personnel, qui a donné le goût à des millions de femmes et d'hommes de consacrer leur vie à la gauche.

Cette force-là elle est irrésistible !

Vive la gauche, vive la République et vive la France !